

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité Administrative – bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GENDRE Thierry

2250 Route des verreries
24700 Saint-Barthélemy-De-Bellegarde

Références : BB/UBD24-47/0071/2026
Code AIOT : 0100310964

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement GENDRE Thierry implanté 2250 Route des verreries 24700 Saint-Barthélemy-de-Bellegarde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à un signalement nous informant de la présence de déchets et de véhicules hors d'usage (VHU) sur un terrain privé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GENDRE Thierry
- 2250 Route des verreries 24700 Saint-Barthélemy-de-Bellegarde
- Code AIOT : 0100310964

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur GENDRE Thierry procède au stockage de véhicules (camions, voitures, voiturettes, tracteurs agricoles, remorques) dont deux hors d'usage, divers pièces mécaniques (boîtes de vitesse, moteurs) ainsi que de la ferraille sur sa parcelle à proximité de son lieu d'habitation.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Sur l'ensemble du terrain, on note la présence de véhicules dont certains en voie d'épavisation, des pièces mécaniques, de la ferraille et des pneumatiques usagés donnant au secteur un aspect de décharge non contrôlée.

Ancien mécanicien, il conserve les véhicules dans le but de les remettre en état et, les vendre pour certains.

Monsieur Gendre reconnaît que suite à de gros problèmes de santé, il s'est laissé dépasser par les événements.

Pour le stock de ferraille (fer à béton, treillis soudés, etc...), il est destiné à des travaux de la rénovation et d'aménagement au sein de sa propriété.

Monsieur GENDRE Thierry a précisé également que les pièces mécaniques ainsi qu'une partie des véhicules appartenaient à son fils Jonathan.

Il s'est engagé à débarrasser le site dans les meilleurs délais.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, seuls deux des véhicules présents sur le site pouvaient être assimilés à des véhicules hors d'usage (VHU). Ils ne relèvent donc pas de la rubrique n°2712-1 de la nomenclature des installations classées. Seule la police du maire est compétente en la matière.

Il est rappelé cependant que, conformément à l'article L.541-2 du code de l'environnement, tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

L'article L.541-1-II Alinéa 3 du même code précise que, la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : Lors de l'inspection, seuls deux des véhicules présents sur le site pouvaient être assimilés à des véhicules hors d'usage (VHU). Ils ne relèvent donc pas de la rubrique n°2712-1 de la nomenclature des installations classées. Seule la police du maire est compétente en la matière. Il est rappelé cependant que, conformément à l'article L.541-2 du code de l'environnement, tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. L'article L.541-1-II Alinéa 3 du même code précise que, la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Monsieur GENDRE Thierry est invité à procéder à l'évacuation des déchets présents sur sa propriété vers les filières dûment autorisées à ce titre. Au regard de la quantité de déchets et véhicules hors d'usage (VHU) présents sur l'ensemble du site, un délai de 6 mois à dater de la signature du présent rapport est accordé pour procéder à l'évacuation de ces déchets conformément aux réglementations en vigueur.

Monsieur GENDRE Thierry informera l'inspection des installations classées ainsi que Madame le Maire de l'avancé des travaux de nettoyage.

Pour information :

Tout particulier se doit de respecter les dispositions du Règlement Sanitaire Départemental dont la police est confiée au maire (article L. 2212-1 et L. 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Type de suites proposées : Sans suite